

ETUDE

# Etude prospective sur les impacts de la croissance démographique

## CAS DE MADAGASCAR

Sous la coordination de Philippe Martel (Apdra) & Guillaume Parizet (Avsf),  
avec l'appui de Noelà Rafenomanjato

Février 2024



Les éditions du Groupe *initiatives*



Ces travaux et cette étude ont été soutenus  
financièrement par l'Agence française de développement (AFD)

En partenariat  
avec  
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
Liberté  
Égalité  
Fraternité



## Remerciements

À : Philippe MARTEL (Coordinateur APDRA Madagascar) pour son appui technique tout au long de cette étude, Guillaume PARIZET (Coordinateur National AVSF Madagascar), pour son appui dans les aspects logistique et financier, les autres membres du Groupe *initiatives* à Madagascar pour leur contribution dans la conduite de l'étude : Claire KABORE (représentante du Gret à Madagascar), Adrien LEPAGE (Coordinateur-représentant d'Agrisud International Madagascar), Laurent LIAGRE (représentant IRAM Madagascar), Simone MENICOCCI (représentant pays Madagascar d'Inter Aide) et Julie DELAIRE (Directrice Pays Madagascar-Comores d'Initiative Développement).

**Remerciements particuliers aux experts nationaux et internationaux pour leur contribution** sur les trois thématiques abordées lors de l'atelier final collectif : Tahina RAHARISON (Directeur exécutif de GSDM) pour l'agroécologie ; Camille PAQUET (Gret) et Fanasina RATSIMBAZAFY (Gret) pour la jeunesse ; Perrine BURNOD, chercheuse (CIRAD) pour le foncier ; Yolande LEONDARIS (Iram) pour son intervention sur le foncier.

**Pour leurs précieuses contributions : toutes les équipes des 7 ONG membres du Groupe *initiatives* à Madagascar.**

**Sincères remerciements à Noël RAFENOMANJATO pour son appui à la réflexion.**

En partenariat  
avec



Cette publication bénéficie du soutien de l'Agence française de développement (AFD). Néanmoins, les idées et les opinions qui y sont présentées ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.

# Sommaire

<b>Cadrage</b>	<b>4</b>
■ Objectifs de l'étude	4
■ Approche méthodologique	4
<b>Les thématiques abordées</b>	<b>5</b>
■ Libérer les jeunes de leur statut de bénéficiaires pour les transformer en véritables parties prenantes dans le développement	5
■ La place de l'agroécologie face à la dynamique démographique actuelle de Madagascar	7
■ Les problématiques foncières à l'échelle des exploitations agricoles	9
<b>D'une façon transversale</b>	<b>12</b>
<b>Et puis, quelle suite donner à cette étude ?</b>	<b>13</b>



Atelier final, Antananarivo, Février 2024

# Cadrage méthodologique

## OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

**OS 1 :** Améliorer, pour les équipes des organisations du Gi à Madagascar et quelques partenaires clés, la compréhension des effets de la croissance démographique.

**OS 2 :** Renforcer l'interconnaissance des activités de chaque entité du Gi à Madagascar ; estimer la pertinence et la robustesse des interventions des ONG du Gi au prisme des effets attendus de la croissance démographique et amener une réflexion prospective sur les évolutions possibles de leurs cadres d'intervention, tenant compte de cette évolution démographique.

## APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'étude se divise en trois phases.

### 🔗 Première phase

Il s'agit d'effectuer une recherche documentaire approfondie dans le but de recueillir des informations pertinentes et valides sur les différents aspects de la démographie à Madagascar et dans le monde entier, d'analyser ses effets (opportunités et menaces) et ses perspectives d'évolution dans les prochaines années à venir. Elle inclut deux principales activités

**A1 :** Etude bibliographique des grandes tendances démographiques et des effets potentiels sur différentes thématiques (agriculture, environnement, santé communautaire, EAH)

**A2 :** Etude des réflexions existantes à l'international autour des effets de la croissance démographique et des réponses possibles sur les différentes thématiques du Gi.

### 🔗 Deuxième phase

Il s'agit ici d'organiser des sessions d'échanges bilatéraux avec chaque organisation membre du Gi afin de mener des réflexions internes sur les

impacts de l'évolution démographique et la cohérence des approches adoptées par chacune de ces organisations face à ces enjeux et défis futurs. En parallèle à ces échanges, intervient la réalisation de la cartographie des activités des membres du Gi à Madagascar.

**A3 :** Elaboration d'une carte des activités et interventions des membres du Gi à Madagascar

**A4 :** Organisation de sessions de réflexion internes à chaque organisation du Gi à Madagascar pour questionner les impacts de l'évolution démographique secteur par secteur et la pertinence de nos approches face à ces enjeux / défis futurs.

### 🔗 Troisième phase

Un atelier final collectif à l'ensemble du Gi visant à élargir les réflexions inter organisation mais aussi à créer du lien entre les équipes membres du G.I et de leur donner l'opportunité de partager leurs expériences.

**A5 :** Organisation d'un atelier collectif aux organisations du Gi de sensibilisation, de partage des réflexions par organisation et d'exploration des recommandations et pistes d'actions futures à Madagascar.



Atelier final Groupe initiatives

# Les thématiques abordées

3 thématiques clés ont été identifiées pendant les sessions d'échange et de réflexion interne au sein des membres du Gi :

- La jeunesse
- L'agroécologie
- Le foncier

Ces sujets sont fréquemment abordés en lien avec les impacts de la croissance démographique à Madagascar et sont directement liés aux

activités des membres du Gi. La jeunesse, pour profiter des avantages qu'offrent les jeunes compte tenu de sa proportion dans la population totale. L'agroécologie est mise en avant comme une approche clé pour améliorer la sécurité alimentaire et accroître la productivité dans un contexte de pression démographique, tout en préservant la fertilité des sols. Enfin, la question foncière est également soulignée en raison de son implication dans les fonds des problèmes des exploitations agricoles à Madagascar.

## LIBÉRER LES JEUNES DE LEUR STATUT DE BÉNÉFICIAIRES POUR LES TRANSFORMER EN VÉRITABLES PARTIES PRENANTES DANS LE DÉVELOPPEMENT

### 🔗 Pourquoi prendre en compte les jeunes ?

Le profil démographique de Madagascar est caractérisé par une pyramide à base très large marquant une population extrêmement jeune avec un **âge médian inférieur à 20 ans** (19,6 ans) en 2020<sup>1</sup>. Plus précisément, plus de 28% de la population a entre 14 et 30 ans (20,6% a entre 15 et 25 ans) et **40% de la population à moins de 15 ans**. Les bailleurs, la société civile, l'Etat et les régions malgaches, notamment au sein de sa politique nationale de la jeunesse (PNJ, 2015) et de leurs axes stratégiques, s'accordent pour donner à la jeunesse du pays le statut de « *ressource stratégique de développement* », or ce potentiel reste encore largement inexploité. Dans la société, la jeunesse est appréhendée comme une charge pour une nation dans laquelle la fourniture des services de base est défaillante.

La jeunesse émerge comme une force motrice, à la fois source d'innovation et vecteur de changement. Cependant, les jeunes font face à une myriade de défis qui façonnent leur parcours vers l'âge adulte et leur intégration dans la société. A Madagascar, cette réalité n'est pas différente. Les jeunes malgaches sont confrontés à un ensemble de défis complexes. Les statistiques sont préoccupantes, particulièrement en matière de participation à la gouvernance, d'éducation, de santé et d'insertion socio-économique. Plusieurs études et enquêtes datant principalement de la première moitié des années 2010<sup>2</sup> font état d'un nombre d'éléments alarmants sur les difficultés rencontrées par la jeunesse.

### 🔗 Accès au foncier et emploi agricole

Avec une population à majorité rurale, soit environ 80% de ses habitants et une économie largement dépendante de l'agriculture, Madagascar peine à fournir des emplois pour les jeunes dans le secteur agricole. L'une des principales préoccupations des jeunes Malgaches en milieu rural est le souci d'accès au foncier. L'accès à la terre reste souvent très complexe et difficile pour les jeunes, en particulier dans un contexte où la propriété foncière est souvent liée à des pratiques traditionnelles et

des structures sociales héritées. L'accessibilité à la terre via l'achat et l'héritage devient de plus en plus limitée. Les jeunes procèdent surtout à la défriche et à la mise en valeur.

### 🔗 La jeunesse malgache évoluant dans les couloirs de l'emploi informel

L'extension du secteur informel, offrant des opportunités d'emploi précaires et instables, représente un autre défi majeur pour les jeunes à Madagascar. Les jeunes sont particulièrement impactés par ces défis qui touchent l'ensemble de la population : le chômage, la difficulté d'accès à la formation de qualité, à la rémunération et aux contrats sécurisants. Les jeunes se retrouvent dans une économie de survie, marquée par le sous-emploi et par des emplois précaires ou à risques. En 2013 : 7 jeunes sur 10 étaient issus de ménages pauvres et 70% des jeunes exerçaient un travail non régulier. Ces difficultés sont exacerbées chez les femmes et en milieu rural, où l'accès aux services de base ainsi qu'aux opportunités sont d'autant plus difficiles<sup>3</sup>.

### 🔗 Acquisition de l'autonomie : un défi majeur pour les jeunes Malgaches

Au-delà des défis économiques et professionnels, le problème d'acquisition de l'autonomie constitue aussi un défi majeur pour de nombreux jeunes Malgaches. Il s'agit notamment des enjeux éducatifs. En effet les études renvoient à un système éducatif formel inadapté face à des problématiques d'accès et de maintien importantes, d'un illettrisme/analphabétisme galopant, et d'une absence d'opportunités alternatives des secteurs éducatifs et de loisir non-formels. L'analyse des résultats du RGPH-3<sup>4</sup> nous indique des différences fortes entre milieu urbain et milieu rural, partout à travers le pays : alors que 93,1% des populations urbaines âgées de 11 ans et plus lisent et écrivent en malgache, elles ne sont que 72,7% en milieu rural. Enfin, 77,1% de la population rurale malgache a un niveau d'instruction inférieur ou égal au niveau primaire, alors que ce taux n'est que de 41,2% en milieu urbain.

1. Nations Unies Madagascar, Analyse vision prospective 2030, 2040, 2063 de Madagascar, Rapport Complet, janvier 2023

2. Enquête de suivi des OMD de l'INSTAT, enquête sur les préoccupations des jeunes de l'OIT, recommandations du Symposium des Jeunes de 2014, etc.

3. Nations Unies Madagascar, Analyse vision prospective 2030, 2040, 2063 de Madagascar, Rapport Complet, janvier 2023

4. 3ème Recensement Général De La Population Et De L'habitation (Rgph-3), Conseil National Du Recensement De La Population Et De L'habitation, Ministère De L'économie Et Des Finances, Madagascar, Décembre 2020

De surcroît, les normes culturelles et sociales jouent un rôle prépondérant dans la définition des attentes sociales et des comportements acceptables, souvent au détriment de l'autonomie des jeunes. Ces normes peuvent limiter les choix des jeunes en matière d'éducation, de carrière et de vie personnelle. Par ailleurs, les inégalités de genre et les barrières économiques constituent des obstacles pour les jeunes, notamment les jeunes filles et jeunes femmes, en quête d'autonomie. Par ailleurs, Madagascar fait état d'un taux de mariage précoce parmi les plus élevés du globe, entraînant des conséquences importantes sur la vie des femmes (en 2013, 17% des filles avaient leur premier rapport sexuel avant 15 ans et 1 femme enceinte sur 5 était adolescente), lié à une faible connaissance des enjeux de santé sexuelle et reproductive. En 2013, le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) indiquait également une santé mentale extrêmement précaire chez les moins de 25 ans, alors estimés comme victimes de 50% des suicides enregistrés dans le pays.

Nombreux sont les jeunes qui ont du mal à acquérir les compétences et les ressources nécessaires pour devenir autonomes et indépendants.

En explorant la diversité des jeunes Malgaches, il devient évident que leurs réalités sont divergentes et souvent très différentes les unes des autres. L'approfondissement de cette thématique sur la jeunesse à Madagascar ne peut ignorer cette pluralité d'expériences et de perspectives. Il est important de reconnaître que chaque segment de la jeunesse Malgache mérite une attention particulière, car les besoins, les aspirations et les défis varient considérablement d'un groupe à l'autre.

L'objectif fondamental de la prise en compte des jeunes devrait être de dépasser le simple statut de bénéficiaire pour permettre aux jeunes de devenir de véritables acteurs participants dans la société, capables de contribuer activement à la construction d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leur communauté.



Formation installateurs à Bealanana

## Comment intégrer les jeunes et mettre en œuvre des activités qui prennent en compte leurs aspirations et leurs besoins ?

La dynamique démographique impose la nécessité d'intégrer systématiquement la dimension de la jeunesse dans toutes les études et initiatives. Les projets de développement devraient prendre en compte les besoins et les aspirations des jeunes. Pour libérer le potentiel de la jeunesse et induire un changement positif, il faut adopter une approche analytique des besoins spécifiques des jeunes afin de mieux orienter efficacement les interventions dans ce domaine. Le renforcement du dialogue avec les jeunes des communautés bénéficiaires des projets est essentiel.

Il est important d'adopter une approche participative et inclusive qui donne aux jeunes une voix active dans la conception et la mise en œuvre des activités. L'identification des activités spécifiques pour les jeunes dans le cadre d'un projet constitue un moyen de concevoir des interventions qui répondent spécifiquement à leurs attentes. Par ailleurs, il est aussi important de les impliquer activement dans toutes les phases du projet. Cela inclut non seulement leur implication dans la mise en œuvre mais aussi dans les processus décisionnels et de gouvernance, de telle sorte que les instances de participation (tels que les comités de pilotage) soient inclusives de la jeunesse. Cela permet de renforcer leur engagement et leur sentiment d'appartenance mais aussi de s'assurer que les interventions sont réellement adaptées à leurs besoins. Cela permet de renforcer le partenariat entre les jeunes et les

autres parties prenantes.

L'appui et l'accompagnement des jeunes s'étendent sur une longue période et se fait en fonction du contexte. Il n'existe pas de modèle type mais l'appui varie en fonction de la situation des jeunes : en milieu rural ou en milieu urbain, ayant un niveau d'éducation assez avancé ou pas, disposant assez de ressources ou pas.

Dans tous les cas, le processus de développement, d'apprentissage et de changement prennent du temps et nécessite un travail continu. Outre la période d'accompagnement assez longue, il faut également adopter une approche flexible et souple, qui permet de répondre à des défis variés et des circonstances changeantes.

Le sujet demeure encore largement inexploré pour la plupart des organisations membres du Groupe *initiatives* à Madagascar. Toutefois, il est souligné qu'un fort intérêt est partagé par ces 7 membres pour approfondir cette question. Des initiatives sont déjà en cours, au sein du GRET qui met en œuvre des programmes d'orientation, de formation et d'insertion des jeunes, et qui promeut une insertion intégrale (économique, sociale, professionnelle, citoyenne et environnementale) des jeunes, ainsi qu'au niveau d'Initiative Développement dans le cadre de ses actions en matière d'accompagnement à la gouvernance locale et au développement et à la capacitation de la société civile locale (régions des hauts-plateaux). Il est clair que le besoin de renforcer l'expertise sur ce sujet est primordial, tout comme la nécessité de maintenir les échanges et la collaboration au sein du Gi.

## LA PLACE DE L'AGROÉCOLOGIE FACE À LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ACTUELLE DE MADAGASCAR

Les impacts de la croissance démographique se répercutent sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) à Madagascar. Cette réalité complexe oblige à repenser les pratiques agricoles pour assurer la sécurité alimentaire de la population tout en pensant à la préservation des ressources naturelles.

### La réalité des EAF à Madagascar

Les EAF à Madagascar font face à une pression croissante sur la terre, avec des superficies moyennes par exploitation qualifiées de très faibles. En prenant le cas des Hautes Terres centrales, la superficie moyenne des exploitations est d'environ 1,29 ha<sup>5</sup> pour la partie est de la région Itasy et de 0,7 ha<sup>6</sup> pour la haute terre de Vakinankaratra.

La productivité moyenne des activités agricoles demeure souvent faible malgré la disponibilité des facteurs de production tels que la main-d'œuvre essentiellement rurale et les ressources foncières encore exploitables. Avec une immense réserve de terres arables, estimée de 8 à 30 millions d'hectares, à peine 25% serait dédiée à des cultures permanentes, 58% pour les prairies et les pâturages et 21% pour les terrains forestiers et boisés.<sup>7</sup>

Cette réalité soulève des questions importantes sur les obstacles qui entravent l'efficacité de l'agriculture Malgache. L'analyse de ces défis révèle notamment des lacunes dans la qualification des mains d'œuvre. Cette situation est exacerbée par la croissance démographique rapide et la transmission intergénérationnelle des terres.

Derrière ces statistiques se cache une grande disparité de surfaces agricoles utiles (SAU), des inégalités d'accès aux ressources qui se traduisent par une concentration des ressources financières, humaines et matérielles entre les mains des grandes structures économiques. En revanche, les petits exploitants font face à différentes sortes de barrières qui limitent leurs croissances et leurs capacités d'innovation. On peut citer entre autres l'accès au financement, l'accès aux ressources et aux opportunités, etc. La pression démographique réduit encore la taille moyenne des exploitations, déjà trop petites pour permettre une sortie durable des ménages agricoles de la pauvreté et de la précarité.

### Quel est l'intérêt de l'agroécologie dans ce contexte ?

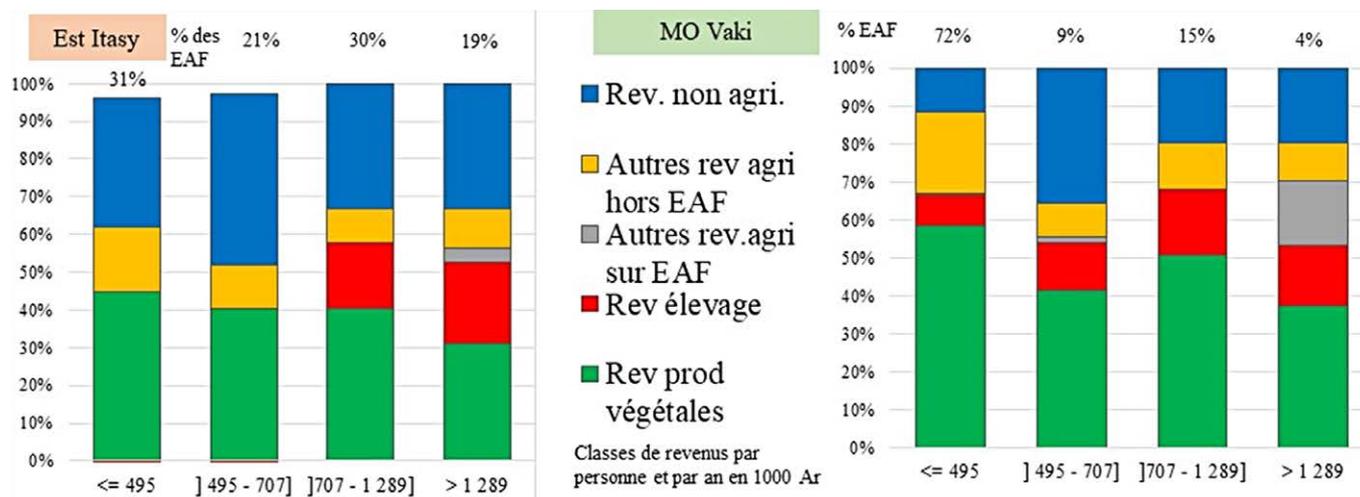
Les conséquences de la pression démographique se traduisent par une dégradation et un appauvrissement continu des sols, ce qui aggrave encore les défis auxquels font face les familles paysannes. L'exiguïté des terrains et la baisse de la fertilité des sols poussent les populations rurales dans un véritable cercle vicieux. Dans ce contexte complexe, l'agroécologie s'avère comme une approche prometteuse en offrant des solutions pour une agriculture plus durable et résiliente.

Au cœur de ce modèle se trouvent différents principes et pratiques allant de la diversification des ateliers de production à l'intensification écologique des pratiques agricoles, permettant à la fois d'optimiser la productivité globale des EAF et la rémunération du travail familial.

5. SAU par personne 0,21 ha \*4,9 (nbre moyen de personnes) = 1,29 ha

6. SAU par personne 0,14ha\*5,3 personnes = 0,742 ha, présentation de Tahina RAHARISON, expert en agroécologie

7. Sandron 2008 ; Land Matrix, 2016; Banque mondiale, 2016



Graphique 1 : Diversification des activités croisées avec le niveau de revenu : Itasy et Vakinankaratra- source : présentation expert agroécologie, TAHINA RAHARISON

Ce graphique révèle une corrélation significative entre la diversification des exploitations et le revenu généré. En effet, les exploitations plus diversifiées tendent à générer des revenus plus élevés. Avec une gamme variée d'activités agricoles et non agricoles, il est constaté que seulement 4% des EAF « prospères », ayant un revenu minimum de 1 289 000 Ariary se trouvent dans le moyen Ouest de la région Vakinankaratra contre 19% dans la région Itasy. Par ailleurs, il est aussi évident que seules les exploitations générant des revenus plus élevés sont en mesure d'investir dans plusieurs ateliers de production.

En outre, les études réalisées sur les Hautes Terres Malgaches montrent que des pratiques d'intensification de type agroécologique permettent d'augmenter la productivité globale de l'EAF et la rémunération du travail familial, et que les exploitations agroécologiques montrent presque toujours les meilleures performances économiques.



Pratiques agroécologique

### Les limites de l'agroécologie

Il convient de reconnaître que même si l'agroécologie est tout à fait pertinente dans le contexte agricole malgache, elle ne constitue toutefois pas une solution miracle à tous les défis du monde agricole, et notamment ne résout pas le problème posé par la taille limitée des exploitations agricoles, pour le cas des Hautes Terres centrales.

Actuellement, cette approche est également sujette à une grande divergence dans sa mise en œuvre, avec différents niveaux d'agroécologisation des systèmes de production, ce qui témoigne de degrés divers d'engagement et de maîtrise pour ces pratiques par les exploitants, même si globalement les principes fondamentaux de l'agroécologie sont déjà assez présents dans l'agriculture malgache. Des méthodes existent pour caractériser la transition agroécologique des EAF, comme le guide pour l'évaluation de l'agroécologie, méthode conçue par le Groupe de Travail sur les Transitions Agroécologiques (GTAE, groupe composé des ONG françaises Agrisud International, AVSF, du Gret et du Cari) et ses partenaires académiques et de la recherche<sup>8</sup>. Cette méthode offre une approche systémique pour apprécier les effets de l'agroécologie et les conditions de son développement. Elle offre également la possibilité d'évaluer la performance des exploitations en croisant leur typologie, leur niveau d'adoption des pratiques agroécologiques et leurs résultats technico-économiques.

Au-delà de la logique d'intensification, les pratiques agroécologiques exigent en même temps des aménagements en milieu rural tels que l'aménagement des bassins versants.



Aménagement Bassin Versant Ankobabe

Aussi, il est impératif de créer des opportunités d'emploi dans le secteur non-agricole afin de permettre aux petites exploitations

8. AgroParisTech, Cirad, Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Institut Agro Montpellier

d'accéder à des sources de revenus complémentaires (pluriactivité). Cette diversification des activités économiques peut se traduire par le développement des services connexes, la transformation agroalimentaire ou d'autres activités comme l'artisanat. Comme pour la jeunesse, des initiatives existent déjà au sein des membres du G.I en termes d'agroécologie.

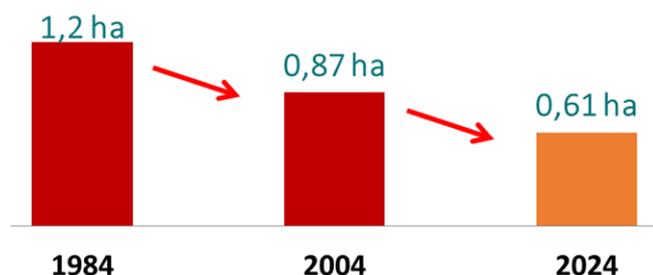
En conclusion, l'adoption de pratiques agroécologiques se révèle être une option pertinente dans le contexte actuel de Madagascar pour améliorer la productivité et la durabilité des systèmes de production. Cette approche intégrée est surtout adaptée pour la grande majorité des EAF en offrant aux agriculteurs la possibilité de préserver une certaine autonomie tout en renforçant leur résilience et en améliorant leurs revenus. Elle contribue également à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits-exploitants.

Cependant, il convient de reconnaître que l'agroécologie n'est pas une solution miracle, et ne permet pas, à elle seule, de sortir de la pauvreté des exploitants installés sur des micro-surfaces. Pour véritablement transformer les conditions de vie des agriculteurs, il est impératif de combiner la vulgarisation et la meilleure maîtrise des pratiques agroécologiques avec une amélioration globale de la structure économique des zones rurales : une amélioration de l'accès au foncier, l'optimisation du processus de production, une meilleure intégration aux marchés et le développement de secteurs économiques complémentaires pourvoyeurs d'emploi.

## LES PROBLÉMATIQUES FONCIÈRES À L'ÉCHELLE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

### Diminution de la taille moyenne des exploitations

L'accès à la terre demeure un défi crucial pour de nombreux agriculteurs, en particulier, les petits exploitants. Bien que Madagascar dispose d'une vaste superficie de terres arables, celles-ci sont inégalement réparties sur le territoire. Cette réalité se traduit par une diminution continue de la superficie moyenne des exploitations agricoles, résultant de divers facteurs tels que la pression démographique, les problèmes de sécurisation foncière et l'accaparement des terres.



Graphique 2 : Superficies des exploitations familiales -source : (Recensement agri 1984 & 2004 & projections pour 2024) (Belières et al., 2016 & Sourisseau et al., 2019), présentation de l'expert en foncier, Perrine BURNOD

Cette réduction de la taille des exploitations agricoles a un impact direct sur les revenus des ménages agricoles, qui deviennent souvent insuffisants pour répondre à leurs besoins essentiels, perpétuant ainsi le cycle de la faible productivité et de la pauvreté dans les zones rurales.

### L'accessibilité à la terre

Traditionnellement, les communautés rurales malgaches ont toujours privilégié la gestion des espaces ruraux selon leurs propres coutumes. Cela implique notamment la transmission des terres par héritage et l'appropriation de celles-ci par le biais de leur mise en valeur. L'héritage demeure ainsi le principal mode d'accès à la terre pour les Malgaches, toutefois, la tendance à la réduction des superficies héritées se fait de plus en plus ressentir. Cette situation est exacerbée par des pratiques traditionnelles persistantes dans certaines régions, qui marginalisent les femmes dans le processus d'héritage.

Parallèlement, la défriche et la mise en valeur de nouvelles terres se trouvent également limitées en raison de la rareté des terres disponibles et les pressions exercées sur l'environnement. De plus, les prix élevés des terres rendent le processus d'achat inaccessible pour la majorité de la population.

Le problème est exacerbé par l'inadéquation fréquente entre les lois régissant la propriété foncière et les pratiques traditionnelles des communautés locales. Cette divergence crée un manque de cohérence et de clarté dans la gestion et la sécurisation foncière et engendre une incertitude quant à la possession et à l'utilisation des terres. Cependant, l'incapacité à garantir un accès sûr et durable aux terres entrave également la capacité des agriculteurs à investir dans des pratiques agricoles innovantes.

### Encadré 1

## Cas de la Haute Terre Centrale de Madagascar

Dans le contexte spécifique des régions de la Haute Terre Centrale de Madagascar, l'intervention de l'expert en foncier met en lumière une dynamique singulière. Il est observé que la quasi-totalité des agriculteurs exploitent leurs terres, avec une superficie agricole utile (SAU) pratiquement équivalente à celle possédée. Cette réalité témoigne d'une utilisation intensive des ressources foncières disponibles, avec peu de recours à la location ou au métayage. Ce constat amène à conclure que si les ménages agricoles bénéficient d'un accès accru au foncier, ils pourraient potentiellement étendre leurs activités agricoles, mais cette contrainte foncière entrave significativement leur capacité de production.



Vaste superficie de prairie

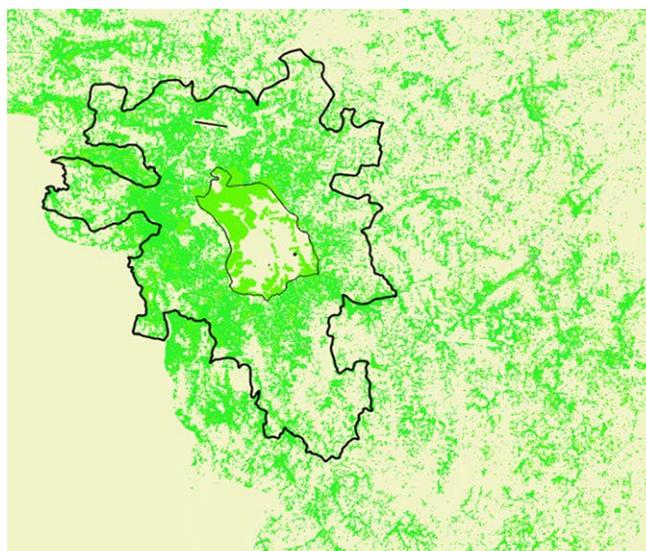
## Encadré 2

### Cas des zones périurbaines de Tananarive

Les zones périurbaines de Tana présentent des caractéristiques particulières et complexes. D'une part, il y a une pression croissante sur les terres disponibles, ce qui pousse les agriculteurs à étendre leurs terrains cultivés sur les « tanety », auparavant réservés uniquement aux pâturages mais d'autre part, il y a également les phénomènes de remblayage.

Une initiative appelée GELOSE (Gestion Locale Sécurisée), visant à transférer la gestion des espaces terrestres abritant des ressources renouvelables des terroirs vers la communauté de base, a été mise en œuvre pour tenter de réguler et de sécuriser la gestion des terres. Ce processus implique la signature d'un contrat passé entre la communauté et l'Etat. Des exemples concrets de cette approche sont observés dans les districts de Manjakandriana et d'Andramasina.

Cependant, malgré les initiatives, les défis persistent. La croissance démographique rapide, l'urbanisation incontrôlée, et les pressions économiques continuent d'exacerber les tensions foncières dans les zones périurbaines.



Graphique 3 : Agriculture périurbaine de Grand Tana - Source : Perrine Burnod, Cirad & Think tany - 15/02/24 - travaux H. Rakotomalala, J-F Belières, H. Di Roberto, E. Bouquet

Cette carte montre une extension des superficies cultivées sur les tanety et donc une ceinture verte autour du grand Tana. Au fil du temps, la surface consacrée à l'agriculture dans cette zone a augmenté significativement.

## 🔗 Que font les ménages face à cette situation de rareté foncière à Madagascar ?

### Intensification des systèmes agricoles

Face à la situation de rareté foncière à Madagascar, les ménages adoptent largement des stratégies visant à intensifier les systèmes agricoles existants. L'intensification agricole se caractérise par l'utilisation maximale des terres disponibles par unité de surface. Cette approche implique souvent des pratiques telles que la diversification des cultures, l'introduction de cultures à cycle court ainsi que l'amélioration des techniques de gestion des sols.

Les ménages mettent en œuvre ces stratégies afin de tirer meilleur parti des terres limitées malgré la pression démographique et la dégradation des terres. Elle est particulièrement rencontrée dans les régions les plus densément peuplées et où les terres cultivables sont limitées comme dans le cas de la Haute terre centrale.

### Diversification du système d'activité

La stratégie de diversification du système d'activité constitue une réponse stratégique des agriculteurs à la rareté foncière. Cette approche consistant à élargir les types d'activités agricoles menés sur une même exploitation, vise à maximiser les revenus tout en minimisant la dépendance exclusive à une seule activité agricole. Elle permet d'exploiter les avantages comparatifs des différentes productions.

### Migrations

Le phénomène de migration, plus spécifiquement, de milieu rural en milieu rural n'est pas nouveau à Madagascar. Cette problématique foncière et la faible fertilité des sols figurent parmi les facteurs qui motivent cette migration. Elle peut également être liée à des raisons climatiques, qui peut donner lieu à des migrations permanentes, dans le but d'exploiter de nouveaux espaces plus appropriés et des conditions climatiques plus adaptées.

La migration saisonnière/ temporaire, sur une période de quelques mois est liée notamment au fait de répondre à la demande en main d'œuvre agricole des régions productrices. Les migrants optent pour le salariat agricole dans les grandes exploitations ou choisissent des emplois temporaires, tels que la vente ambulante pour augmenter leurs revenus.

Malgré l'importance de ce phénomène, les organisations membres du Gi à Madagascar n'ont pas encore pleinement appréhendé cette question de migration de l'espace rural en espace rural. Pourtant les enjeux qui y sont associés sont nombreux notamment en termes de sécurisation foncière et d'impact sur les ressources naturelles et l'environnement.



Aménagement des rizières

## D'une façon transversale

Plusieurs enjeux démographiques se sont avérés cruciaux, soulevant des interrogations profondes : quel est l'avenir des jeunes Malgaches dans un contexte d'amenuisement des exploitations familiales ? Quelle est la place des jeunes dans les débats-citoyens ? Comment faciliter l'accès au foncier, notamment des jeunes, des femmes et des ménages vulnérables ? etc. Ces questionnements reflètent une vision de la société. D'où l'intérêt des approches orientées vers le changement pour aborder ces questions avec les communautés avec lesquelles les ONG travaillent.

De surcroît, il est essentiel d'avoir une approche territoriale pour prendre en compte les spécificités locales ainsi que les dynamiques sociales, économiques et environnementales afin de développer des solutions adaptées à chaque territoire. L'exemple des Hautes terres centrales témoigne de cette nécessité de la notion de territorialité avec l'exiguïté des exploitations familiales et l'extension des cultures sur les tanety.

Étant donné l'ampleur des migrations internes et l'expansion des villes, il convient de faire le lien entre le milieu rural et le milieu urbain pour avoir une vision holistique et identifier une synergie des actions entre les différents contextes.

Sans oublier la nécessité de capitaliser les complémentarités des organisations membres du G.I et de renforcer leurs partenariats dans le but de mobiliser efficacement les ressources et expertises sur des thématiques considérées comme communes à toutes les ONG comme le foncier ou l'agroécologie.



Travail de groupe atelier final collectif Gi

## Et puis, quelle suite donner à cette étude ?

L'étude des impacts de la croissance démographique sur les activités des ONG membres du Gi a révélé des besoins concrets accompagnés d'une réelle volonté des participants de poursuivre les échanges et les actions collaboratives, tout en identifiant des sujets à approfondir et des approches spécifiques à explorer dans le cadre de leur travail futur.

### 1. Reporter les débats et les échanges de l'atelier au sein des équipes de chaque ONG

Pour assurer une compréhension commune des enjeux et permettre une conscientisation et une mobilisation des équipes, il est important de reconduire les débats et les discussions émergentes pendant l'atelier auprès des équipes travaillant sur le terrain.

### 2. Poursuivre les échanges réguliers en petits groupes sur les 3 sujets abordés, avec l'appui d'experts

Le désir des participants de maintenir des échanges réguliers en petits groupes inter ONG sur les 3 thématiques abordées que sont l'agroécologie, le foncier et la jeunesse, soutenus par des experts si nécessaire, souligne l'importance de la collaboration continue pour approfondir les discussions et formuler des actions concrètes.

### 3. Continuer de travailler sur les sujets importants qui n'ont pas pu être abordés pendant l'atelier

Certaines thématiques jugées importantes et qui impactent significativement les activités des membres du G.I, tout en étant en relation avec la croissance de la population n'ont pas pu être traitées dans le cadre de l'atelier collectif. C'est le cas, par exemple, du sujet de l'énergie ou de la biomasse, ainsi que l'utilisation des TIC dans les projets. Ainsi, il est recommandé d'explorer ces sujets ultérieurement, soit lors de rencontres spécifiques, soit dans le cadre d'autres initiatives ou de projets futurs des membres du Gi.

### 4. Approfondir les approches territoriales et les approches orientées changement

Les membres du Gi reconnaissent l'importance d'approfondir les approches territoriales et celles orientées vers le changement pour aborder les défis de la croissance démographique. D'autre part, les approches orientées changement visent à promouvoir des transformations sociales, économiques et environnementales durables en s'attaquant aux racines des problèmes et en favorisant des évolutions positives à long terme. Il est suggéré d'engager des réflexions et des actions supplémentaires dans ces domaines, en mobilisant les ressources et les expertises disponibles au sein des ONG membres du Gi.







## RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE

La croissance démographique et ses enjeux est un sujet peu abordé jusqu'à présent. Cependant, au rythme de la croissance démographique actuelle, Madagascar comptera plus de 50 millions d'habitants en 2043, selon le RGP3. C'est dans ce contexte que le Groupe *initiatives* à Madagascar, composé de 7 organisations, Gret, Apdra, Avsf, Agrisud International, Initiative Développement, inter Aide et Iram ont engagé une réflexion relative aux impacts de cette dynamique démographique sur leurs activités à Madagascar dans le but d'en appréhender les conséquences et de mieux orienter leurs interventions dans le futur.

A travers des sessions de réflexion en interne, trois thématiques principales ont émergé : la jeunesse, l'agroécologie et le foncier. Ces sujets répondent à des préoccupations majeures telles que l'amélioration des pratiques agricoles, la limitation des conflits sociaux liés à la sécurisation foncière ainsi que la prise en compte des besoins des jeunes et leur intégration en tant que véritables parties prenantes dans les activités menées au sein de la communauté. Les réflexions portées par ces organisations ont permis de réaffirmer la nécessité d'approfondir l'approche orientée changement et l'approche territoriale. De plus, la nécessité d'une collaboration renforcée entre les membres du Gi a également été mise en évidence ainsi que leurs complémentarités dans leurs actions.

### Coordination



20 Rue Ampère  
91300 Massy - FRANCE  
[www.apdra.org](http://www.apdra.org)



45 bis, Avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex - FRANCE  
[www.avsf.org](http://www.avsf.org)

Née en 1996, l'APDRA est une association de solidarité internationale à but non lucratif qui appuie le développement de la pisciculture paysanne des pays du sud et sensibilise les acteurs du nord aux enjeux que représente cette activité pour le développement de l'agriculture familiale. L'association a pour but de promouvoir et développer une pisciculture paysanne durable. L'association s'engage à :

- Augmenter et diversifier les ressources des exploitations familiales.
- Renforcer la sécurité alimentaire.
- Appuyer les organisations professionnelles représentant les intérêts de la pisciculture paysanne.
- Défendre et faire reconnaître la pisciculture paysanne

Depuis plus de 45 ans, Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières milite et agit au Sud pour des agricultures paysannes et agroécologiques ambitieuses, en capacité de contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire des villes et des campagnes, de réduire les inégalités et la pauvreté et favoriser l'émancipation économique et sociale des hommes, des femmes et des jeunes du monde rural et de leurs organisations. Association de solidarité internationale et reconnue d'utilité publique, AVSF mobilise les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale. L'ONG apporte aux communautés et organisations paysannes conseils techniques, soutiens financiers et formations, tout en valorisant les savoirs paysans traditionnels, pour améliorer leurs conditions de vie, gérer durablement les ressources naturelles et participer au développement socio-économique de leurs territoires.

## LE GROUPE INITIATIVES

Né en 1993, le Groupe *initiatives* (Gi) est un collectif d'associations professionnelles de solidarité internationale qui ont fait l'hypothèse « qu'[elles] progresseraient mieux ensemble que séparément et qu'[elles] peuvent dépasser [leurs] différences et [leurs] concurrences en se fixant des défis communs et des enjeux partagés » (voir le Manifeste du Gi).

Il est actuellement composé de 15 organisations membres. La dynamique de rapprochement au sein du collectif exprime la volonté des membres de mieux faire valoir leurs valeurs et leurs approches spécifiques de lutte contre les inégalités pour un monde habitable, pour les droits économiques, sociaux et culturels, pour la solidarité internationale.

Le Groupe *initiatives* est un lieu d'échange, de partage d'expériences et de pratiques afin d'alimenter la réflexion des acteurs de la Solidarité internationale et de formuler des recommandations en matière de politiques publiques.



45 bis, avenue de la Belle Gabrielle  
94 736 Nogent-sur-Marne  
[contact@groupe-initiatives.org](mailto:contact@groupe-initiatives.org)

[www.groupe-initiatives.org](http://www.groupe-initiatives.org)

## SES MEMBRES

